

II - L'égalité, une valeur en construction

(Environ 40 % du temps consacré à l'éducation civique)

PROBLÉMATIQUES

La deuxième partie du programme porte sur la valeur de l'égalité et le rôle qu'elle joue dans notre démocratie républicaine. La première partie a permis d'appréhender les notions de différence, de discrimination, de diversité. Il s'agit de reprendre la question en la portant au niveau de l'organisation politique et sociale.

Inscrite au centre de la devise de la République, liée à la liberté, l'égalité signifie qu'aucun individu ne saurait avoir des droits supérieurs à un autre. Elle relève d'une conception du « contrat social » consacrée par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. L'égalité des citoyens devant la loi, devant l'impôt, devant le service public, s'accompagne du pouvoir de modifier ou d'amender les lois lorsqu'elles sont impuissantes à la garantir. L'égalité comprend deux acceptions : l'une fondamentale de l'égalité des droits, l'autre distributive, tendant à une meilleure répartition des biens et des ressources. C'est progressivement que l'État républicain a construit un réseau de services publics et développé une série de prestations sociales pour inscrire l'égalité dans la société.

Il s'agit, dans cette partie, de concourir à une meilleure connaissance du principe d'égalité des citoyens devant la loi et ses implications dans la vie sociale. Il convient aussi de déterminer les atteintes à la dignité des personnes qui sont condamnées par la loi.

Trois objectifs principaux peuvent être posés :

- retracer « la conquête de l'égalité » par l'évolution des droits fondamentaux dans les domaines essentiels de la vie privée, des droits politiques et sociaux, des libertés publiques (le programme de 4^e le développe), qui sont les mêmes pour tous sans distinction de race, de sexe, de religion, de milieu social ou de niveau d'instruction,
- montrer les tensions qui existent dans la société à travers quelques exemples de débats nationaux d'actualité concernant les droits politiques et sociaux : la loi de 1999 sur la parité hommes/femmes en politique, la loi de 2006 sur les rémunérations obligeant les entreprises à supprimer les écarts entre les salaires des hommes et les femmes, les lois sur le handicap (la dernière loi étant de 2005),
- approfondir la compréhension de la nature et du rôle de la loi.

SITUATIONS POSSIBLES

Sur la question de l'égalité, de nombreux travaux sont possibles. Ils soulèvent généralement l'intérêt des élèves. À titre d'exemple, quelques suggestions :

- La question de l'impôt peut être abordée à partir d'une perspective historique montrant les liaisons étroites entre le devenir des États et les ressources financières (les programmes d'histoire de 6^e et de 5^e permettent de le faire). Dans l'État moderne, les recettes proviennent essentiellement des contributions

obligatoires, des recettes fiscales, avec les impôts directs (assis sur les revenus et les patrimoines) et indirects (payés sur les produits par tous les résidents), et des cotisations sociales. Un bref tableau des prélèvements obligatoires aujourd'hui peut éventuellement s'accompagner de la présentation des débats fondamentaux concernant l'équilibre entre les dépenses et les recettes de l'État selon les choix politiques mis en œuvre.

– La notion de service public, caractéristique du droit administratif français, est au centre des débats sur la nature de l'État moderne, mais aussi sur la démocratie, l'économie, les solidarités collectives. C'est une activité d'intérêt général qui concerne l'ensemble de la population et un organisme public, qui peut prendre des formes diverses (établissements publics, régies, agences, concessions). Il est intéressant de prendre un exemple, l'éducation, la poste, l'hôpital, pour voir d'abord les principes du service public (l'égalité, la neutralité, la continuité) et aborder, de manière simple, les problèmes qui se posent aujourd'hui à partir des évolutions récentes (décentralisation, financement, influence de l'Union Européenne, etc.).

– Des droits obtenus pour garantir l'égalité entre les hommes et les femmes, ou entre les enfants quelle que soit leur filiation (légitime, hors mariage ou adoption), pour favoriser l'accès à l'éducation, au travail, à la santé, peuvent être mise en relation avec des événements historiques.

PIÈGES À ÉVITER DANS LA MISE EN ŒUVRE

– Commencer cette partie par des définitions abstraites. Il faut faire apparaître la notion en la replaçant dans un développement historique pour montrer son élaboration progressive et ses objectifs concrets.

– Ne pas centrer cette partie sur le sens et le rôle de l'égalité dans la société : il faut mettre en évidence les différences et les complémentarités entre la dimension collective des solidarités et la dimension individuelle.

POUR ALLER PLUS LOIN

- G. Antoine, La devise « Liberté, égalité, fraternité » éd. UNESCO, 1981
- B. Majnoni d'Intignano, La protection sociale. Le Livre de la poche. (Coll. Les références n° 502). 2003.
- S. Mesure et P. Savidan, Le dictionnaire des sciences humaines. PUF. 2006.
- M. Ozouf, article « Liberté, Égalité, Fraternité » dans Les lieux de Mémoire de Pierre Nora (partie 3 "Les France", chapitre 3 "De l'archive à l'emblème", thème "Identifications »)
- Rapports annuels de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, publiés à la Documentation française.
- M. Wievorka, La diversité. Robert Laffont. 2003.
- Ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville : www.travail-solidarite.gouv.fr
- Le site de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité (HALDE) : www.halde.fr
- Observatoire des inégalités (association Loi 1901) : www.inegalites.fr